



# le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

N° 10 — 23 novembre 1973

## sommaire



page 3 :

QUAND SENGHOR DONNE AUX  
CAPITALISTES CE QU'IL PREND  
DANS LA POCHE DES PAUVRES

page 4 :

LORSQUE LES PRIVILEGES PAR-  
LENT DE TRADITIONS : DE LA  
POUDRE AUX YEUX DES PAUVRES !

page 6 :

CORRUPTION, GABEGIE : L'ETAT  
N'EST EFFICACE QUE CONTRE LES  
OPPRIMES

page 7 :

Du Chili à la Grèce, la même  
tragique leçon : IL N'Y A PAS  
DE LIBERTE SANS DESTRUCTION  
DE L'ETAT DES BOURGEOIS !

page 9 :

CONTRE LA HAUSSE DES PRIX :  
ECHELLE MOBILE DES SALAIRES !



**prix: 1 Franc**

## 100 000 MORTS EN ETHIOPIE VICTIMES DE L'ORDRE SOCIAL

La sécheresse qui avait cruellement ravagé l'Afrique occidentale a atteint l'Ethiopie.

100 000 paysans sont morts de faim dans le Wollo et le Tigré, les régions les plus touchées par la sécheresse. Et la famine continue. Des centaines de milliers de paysans fuient la campagne où il n'y a plus rien à manger et viennent s'entasser dans des camps d'accueil où sévissent le typhus, le choléra et la tuberculose. Un millier de personnes meurent tous les jours dans ces camps, affaiblis par la famine, emportés par l'épidémie.

Mais le même soleil qui brûle l'herbe et assèche les puits ne fait pas le même mal à tous les Ethiopiens. Alors que les paysans pauvres meurent par milliers, les riches seigneurs, les grands propriétaires à qui appartiennent ces terres asséchées ont quitté depuis longtemps les campagnes, s'ils y avaient jamais vécu, et continuent à mener grande vie dans leurs palais d'Addis-Abeba. Pour certains d'entre eux, comme pour nombre de marchands, la famine est même une occasion de s'enrichir. Ils n'ont pas honte de revendre aux affamés, à ceux qui sont pourtant démunis de tout, les stocks de grain qu'ils avaient constitués.

Et ce qui est particulièrement ignoble, c'est que c'est justement en volant les victimes actuelles de la famine que ces stocks avaient été constitués. Car ces grains qui sont revendus à prix d'or, ce ne sont pas les seigneurs terriens ni les riches marchands qui les avaient fait pousser, mais les paysans qui en manquent aujourd'hui. Seulement le paysan éthiopien doit donner les trois quarts de sa récolte au propriétaire terrien. C'est le paysan qui laboure, qui plante, qui récolte ; le seigneur ne fait rien, et, pourtant, c'est dans les granges de ce dernier que les trois quarts de la récolte vont s'accumuler.

Comment le paysan pauvre pourrait-il se constituer des réserves pour les temps de sécheresse avec le quart qui lui reste ? Et, à plus forte raison, comment pourrait-il avoir de l'argent pour creuser des puits, pour construire un système d'irrigation afin de permettre d'atténuer la sécheresse ?

Ce n'est pas la sécheresse qui fait aujourd'hui tant de milliers de victimes en Ethiopie. La sécheresse peut se combattre. Les véritables assassins, ce sont tous les parasites qui vivent sur le dos des paysans, qui s'enrichissent grâce à la sueur des paysans, par temps clément comme par temps de sécheresse. Le véritable responsable, c'est tout le système social féodal de l'Ethiopie, c'est tout l'Etat qui protège ce système féodal. C'est encore l'impérialisme, qui a de gros intérêts en Ethiopie et qui protège le régime de Haïlé Sélassié parce que ce dernier protège ses intérêts.

Ce qui se passe aujourd'hui dans le Wollo ou le Tigré ressemble beaucoup à ce qui s'est passé au Diafono, dans la région de Kayes, de Yelimane ou encore de Selibaby et de Magama. La sécheresse tue des pauvres et donne à des riches une occasion de s'enrichir encore plus. Le même malheur de la nature est une catastrophe pour les premiers et un bienfait pour les seconds.

C'est que, au-delà des frontières, au-delà des langues et des traditions différentes, l'Ethiopie est, comme le Sénégal ou la Mauritanie, une société divisée en classes. Ce sont les classes riches qui détiennent soit la terre elle-même, soit les capitaux et les moyens techniques dont la mise en oeuvre permettrait de combattre la sécheresse, ou, du moins, d'en éviter les effets catastrophiques. Ce sont encore ces classes riches qui ligotent les paysans pauvres face à la nature, en leur enlevant même le peu de surplus qu'ils pourraient mettre de côté, et cela soit par le système des redevances, soit par l'impôt, soit en achetant aux paysans pauvres leurs récoltes à bas prix et en les leur revendant très cher en cas de besoin.

Il n'est pas possible de se résigner à cette situation. Il n'est pas possible de dire, comme le font tant de "défenseurs des traditions", que cela a toujours été comme cela.

Les paysans pauvres ne seraient pas condamnés à mourir s'ils avaient le contrôle des moyens techniques et des capitaux nécessaires pour organiser l'irrigation et pour se constituer des stocks. Ces moyens, ce sont les classes riches de nos pays, à l'échelle du pays, et les sociétés impérialistes à l'échelle du monde qui les détiennent. C'est eux qu'il faudrait exproprier pour mettre ces moyens à la disposition de tous.

L'expropriation de tous les parasites qui vivent du travail des autres, la prise en main des biens de la société par les travailleurs et les paysans pauvres est une question de vie ou de mort dans les pays d'Afrique !

# QUAND SENGHOR DONNE AUX CAPITALISTES CE QU'IL PREND DANS LA POCHE DES PAUVRES

Voilà donc que Senghor a décidé d'instituer une zone franche industrielle dans la presqu'île du Cap-Vert. La zone franche de M'Bao sera un petit paradis : ceux qui s'y installeront auront des terrains à très bas prix, voire gratuits, ils seront totalement exemptés d'impôts, ils auront des crédits pour s'installer, ils payeront l'électricité, les produits pétroliers, l'eau, les transports à de très bas prix. Qui plus est, ayant constaté que son administration est trop lourde, trop tatillon, le gouvernement sénégalais a décidé d'émanciper les heureux élus de M'Bao de l'emprise de cette administration en leur accordant le droit de s'administrer eux-mêmes.

Petit détail : pour s'installer dans la zone de M'Bao, il faudra pouvoir y investir un minimum de 150 millions de francs ! Autant dire que le droit de ne pas payer d'impôts et de ne pas subir l'administration de Senghor est réservé à une poignée de capitalistes, qui seront d'ailleurs, pour l'essentiel, des capitalistes étrangers.

Les membres du gouvernement passent leur temps à expliquer que leur Etat est au service de tous. Pourtant, quand a-t-on vu le gouvernement décider d'exempter d'impôt les travailleurs de Dakar ou du Cap-Vert ? Ou encore les paysans pauvres ? Même lorsque la famine ravageait le nord-est, ces derniers devaient payer leurs impôts... Ainsi, ce sont les paysans affamés qui ont donné à l'Etat l'argent qui lui permet aujourd'hui d'être généreux avec les capitalistes millionnaires.

Comme les capitalistes se plaignaient de la lourdeur, de l'inefficacité, de la corruption de l'administration, le gouvernement leur a reconnu le droit de s'administrer eux-mêmes dans la zone franche. Les travailleurs, les paysans pauvres n'ont-ils pas à souffrir de cette administration ? N'ont-ils pas à subir les exactions des commandants de cercle, de chefs de police ? l'inefficacité des services administratifs, des postes aux chemins de fer ? la corruption de tous les serviteurs de l'Etat, de haut en bas ? Mais ni les travailleurs, ni les paysans pauvres, c'est-à-dire l'énorme masse de la population, n'ont droit au centième des égards dont bénéficient quelques capitalistes.

Il n'y a pas de meilleure façon de reconnaître que l'Etat sénégalais est au service des capitalistes, sénégalais ou étrangers, et nullement au service de la masse des exploités du Sénégal.

# LORSQUE LES PRIVILEGES PARLENT DE TRADITIONS: DE LA POUDRE AUX YEUX DES PAUVRES

Depuis un certain temps, un représentant du gouvernement malien fait la tournée des foyers AFTAM en projetant des films qui se veulent éducatifs. Un de ces films représente bien la morale générale de tous les autres. On y voit un jeune de retour au pays après avoir travaillé en France et qui, du fait de son éloignement, a oublié les coutumes de son village. C'est ainsi qu'il ose critiquer le fait qu'il n'y ait pas d'électricité dans son village, que la pauvreté y règne ; il n'a pas de respect pour le marabout, il refuse l'autoritarisme des vieux sur les jeunes, etc. Isolé des siens qui sont attachés aux traditions et à leur mode de vie, il finit par devenir fou. La morale de cette histoire est assez claire ; le représentant du gouvernement se plaît de son côté à en rajouter encore en soulignant les vertus et les charmes du mode de vie traditionnel dans les villages africains et en appelant au respect des "traditions africaines" et des hiérarchies établies dans les villages. Pour les auteurs et les commentateurs de ces films, il n'y a pas de doute : ceux qui critiquent la vie et les traditions africaines ont été pervertis par la civilisation occidentale durant leur séjour à l'étranger.

Quels hypocrites ! Ces gens-là veulent inculquer aux travailleurs le respect du mode de vie traditionnel. Mais pourquoi donc Traouré ou Senghor ne cultivent-ils pas le mil dans leurs villages natals ? Pourquoi Ould Daddah ne suit-il pas la migration des troupeaux dans le désert ? Pourquoi ne s'accommodent-ils pas des huttes mais vivent dans des palais ? Pourquoi ne marchent-ils pas à pied ou à dos de chameau mais roulent en belles voitures ou prennent l'avion ? Pourquoi ne se passent-ils pas d'électricité pour s'éclairer au feu de bois ? Pourquoi ne se courbent-ils pas à longueur de journée sur la poussière avec une daba à la main, pourquoi ne laissent-ils pas leurs enfants mourir de maladie sans médecin ? Puisque le mode de vie traditionnel, c'est cela, et souvent pire encore, surtout maintenant avec la sécheresse...

Même l'employé d'ambassade qui présente ces films a l'air de préférer la voiture avec laquelle il arrive aux foyers et ses costumes bien coupés au "mode de vie traditionnel" ; sans cela, pourquoi donc ne la vit-il pas, cette vie traditionnelle ?

Même si tous les hommes politiques, tous les dirigeants et tous leurs serviteurs, petits et grands, refusaient le progrès au nom du "mode de vie traditionnel", ils auraient de toute manière tort. Car il n'y a aucune raison pour que les masses africaines soient écartées des bienfaits du progrès qui pourrait rendre leur travail plus facile, leur existence plus commode et leur participation à tous les aspects de la vie culturelle plus grande. Mais tous ces gens ne croient pas un seul mot de toutes les balivernes qu'ils voudraient nous faire avaler, puisqu'ils ne respectent en rien le mode de vie qu'ils conseillent aux opprimés.

Ce qu'ils veulent, c'est réserver les bienfaits du progrès aux riches privilégiés. Et laisser aux millions de paysans pauvres les villages sans communications, sans routes, sans électricité, sans logements convenables, sans hygiène, sans médecins et, parfois, sans eau et sans nourriture.

Les paysans pauvres que le "mode de vie traditionnel" — c'est-à-dire la misère contre laquelle tous ces défenseurs des traditions n'ont rien fait — a contraints à l'émigration, ont connu d'autres horizons. Certes, ils ont connu les pires côtés du progrès technique, les chaînes dans les usines, mais ils ont acquis aussi d'autres aspirations. Il suffit qu'une fraction seulement de ces travailleurs n'accepte pas

la résignation dans la misère, qu'elle veuille combattre pour le droit des masses pauvres des campagnes à mener une vie digne et à bénéficier de ce que la technique humaine a créé, pour que la vieille société africaine et les privilèges de ceux qui en profitent soient menacés.

C'est pour cela que tous ces messieurs des ambassades ont tellement peur. C'est pour cela qu'ils prêchent la résignation et le respect de toutes les autorités, c'est-à-dire de toutes les oppressions. C'est pour cela qu'ils défendent la religion et les marabouts, c'est pour cela qu'ils perpétuent l'oppression des hommes sur les femmes, des vieux parents sur leurs cadets, des castes supérieures sur les castes indérieures.

Cette tradition-là, celle qui veut garder les pauvres enchaînés dans leur misère, les travailleurs doivent la briser. Comme ils doivent combattre toute oppression qui pèse sur telle ou telle catégorie.

Les privilégiés ne croient en aucune tradition, ne croient d'ailleurs en rien d'autre qu'en leurs privilèges, leur bien-être et leur ventre ; mais, contre ceux qui contestent, ils se réclament de l'Afrique du passé. Laissons-leur ce passé. Les travailleurs représentent une autre Afrique, celle de l'avenir, celle où il n'y aura plus d'exploitation, ni de misère, ni d'oppression ; celle où règnera la liberté et l'égalité complète entre tous les hommes.

# CORRUPTION, GABEGIE :

## L'ETAT N'EST EFFICACE

### QUE CONTRE LES OPPRIMES

Il se produit de plus en plus souvent que le mandat envoyé au pays arrive à destination avec un très grand retard, ou qu'il n'arrive même pas du tout. Un mandat envoyé à Yelimane, par exemple, qui devait servir à la nourriture de toute une famille, n'a pas pu être touché pendant trois mois parce qu'il n'y avait jamais d'argent à la poste. Après de nombreuses protestations du destinataire, on lui a dit d'aller chercher son argent à Nioro, à plusieurs dizaines de kilomètres de là ! Un autre mandat a été envoyé en Mauritanie au mois d'avril et, depuis, pas de nouvelles.

Même lorsque l'argent arrive, combien de fois faut-il repasser à la poste pour le toucher, combien de fois faut-il graisser la patte d'un officiel, ou abandonner une partie du montant du mandat pour une signature ! Et combien d'humiliations à essuyer aussi de la part de fonctionnaires éduqués, formés, des plus petits aux plus grands, à mépriser les pauvres et à les voler de toutes les manières possibles.

Le service des postes est une des administrations dont les paysans pauvres des campagnes ont le plus grand besoin, surtout maintenant par les temps de sécheresse, où la survie même de certaines familles est suspendue à l'arrivée des sommes péniblement gagnées dans l'émigration. C'est aussi là qu'ils peuvent constater l'incapacité totale de l'Etat à organiser les services publics. C'est la gabegie la plus totale dans le service ; c'est le règne incontrôlé de fonctionnaires qui transforment leur bureau de poste en un moyen de dominer, quand ce n'est pas de rançonner, la population qui s'adresse à eux. C'est la corruption à tous les niveaux.

Mais ceux-là mêmes qui constatent si souvent l'inefficacité de cette administration que sont les postes sont bien placés pour connaître l'efficacité d'une autre administration, celle des impôts. Non que les fonctionnaires de l'une soient plus corrompus que ceux de l'autre ; néanmoins, si les postes remplissent très mal leur fonction qui est d'acheminer des lettres et des mandats, l'administration des impôts remplit très bien la sienne qui est de voler l'argent des travailleurs et des paysans pauvres pour le mettre à la disposition de l'Etat. Même lorsqu'il s'agit de voler un affamé. C'est ainsi que, lorsqu'en pleine période de sécheresse des paysans de Guidimaka et de Diafounou sont montés à la capitale, à plusieurs centaines de kilomètres de chez eux, pour trouver du mil dans les coopératives d'Etat — alimentées par leurs propres récoltes —, ils ont pu constater que le gouvernement malien faisait pression sur eux pour qu'ils payent les impôts, avant de leur vendre du mil !

Voilà l'administration de Traouré : inefficacité et corruption lorsqu'il s'agit de servir le public, méthodes dignes de bandits de grand chemin lorsqu'il s'agit de prendre l'argent des pauvres.

# DU CHILI A LA GRECE LA MEME TRAGIQUE LEÇON : IL N'Y A PAS DE LIBERTE SANS DESTRUCTION DE L'ETAT BOURGEOIS !

Des centaines de blessés, plusieurs dizaines de morts, voilà le résultat de la brutale répression des manifestations d'étudiants par la dictature grecque. Les colonels qui dirigent l'Etat grec ont tenté ces mois derniers de jouer à la démocratie, mais ils viennent de montrer que tout cela n'était que poudre aux yeux et que, dès qu'une fraction de la population revendique un peu plus de liberté, un peu plus de droits, le gouvernement répond en envoyant les chars et les forces de répression. En cela, les colonels grecs ne sont guère différents du "démocrate" Senghor, par exemple ; on se souvient de la manière brutale dont, lui aussi, avait écrasé une révolte semblable des étudiants en 1968.

Mais ce qui s'est passé à Athènes vaut aussi pour nous, au-delà des ressemblances entre le mouvement des étudiants du Sénégal en 1968 et celui des étudiants de Grèce en 1973. Il vaut pour nous comme les leçons du coup d'Etat militaire au Chili.

En Grèce, les colonels sont arrivés au pouvoir par un coup d'Etat militaire en 1967. Ils ont pu le faire par surprise, parce que les dirigeants du mouvement ouvrier grec fixaient l'attention des travailleurs sur les élections qui devaient venir, et parce que les travailleurs attendaient leur salut justement de ces élections. Les colonels grecs n'ont même pas laissé les partis de gauche arriver au pouvoir, comme l'ont fait leurs collègues au Chili, ils ont fait un coup d'Etat préventif. Arrivés au pouvoir sans coup férir car les masses travailleuses n'étaient pas préparées à une telle éventualité, et encore moins organisées pour se défendre, les colonels grecs ont mené une politique systématique de répression. Ils ont arrêté, déporté, emprisonné ou assassiné des milliers de militants ouvriers, et même simplement d'hommes politiques de gauche ou de libéraux. Ils ont supprimé le peu de droits démocratiques qu'il y avait avant, ils ont interdit toute activité, syndicale ou politique, visant à défendre les travailleurs.

Aujourd'hui, le mouvement d'opposition relève la tête de nouveau en Grèce. Il y a des milliers d'hommes — étudiants, mais aussi travailleurs qui avaient rejoint les étudiants — prêts à lutter au prix de leur vie contre la dictature. Mais il leur faut bien plus de courage, bien plus de résolution encore qu'en 1967 pour lutter, parce que les conditions sont plus favorables aux oppresseurs.

Trompés par leurs propres organisations, les travailleurs grecs pensaient, en 1967, qu'ils pourraient faire l'économie de la lutte et que les élections suffiraient pour changer leur sort. Ils ont dû payer très chèrement cette illusion.

L'exemple de la Grèce, comme celui du Chili, comme bien d'autres encore, montre que les exploités et les opprimés ne peuvent pas se libérer sans engager une lutte résolue contre leurs exploités et oppresseurs et sans conduire cette lutte jusqu'au désarmement des forces armées de ces derniers, c'est-à-dire jusqu'à la dissolution de l'armée, de la police et leur remplacement par les travailleurs en armes.

Lorsque la situation est favorable, il faut engager cette lutte. Mais c'est justement dans ces moments favorables que toutes sortes de menteurs patentés viennent dire aux exploités : ce n'est pas le moment de lutter, on peut transformer le pouvoir sans effusion de sang, de manière pacifique, etc. Si les travailleurs les croient, s'ils se laissent tromper par les paroles mielleuses qui leur promettent la liberté et le bien-être sans lutte, s'ils laissent l'occasion passer, ils le payent toujours très cher. Car leurs ennemis profitent de ces hésitations pour se renforcer, et, si les travailleurs n'engagent pas le combat au moment qui leur convient, leurs ennemis l'engagent de toute manière, au moment qui leur convient à eux.

Le Chili et la Grèce sont situés aux antipodes. Pourtant, les oppresseurs ont profité des mêmes illusions des opprimés. Et ce sont encore les mêmes illusions que bien des hommes politiques, que bien des organisations propagent parmi les opprimés d'Afrique. Il nous faudra d'autant plus nous souvenir des leçons du Chili et de la Grèce.

# CONTRE LA HAUSSE DES PRIX : L'ECHELLE MOBILE DES SALAIRES

Comme tous les travailleurs vivant en France, les travailleurs africains souffrent de l'accélération de la hausse des prix. Les salaires ont beau se maintenir au même niveau, ou même augmenter lentement, les prix augmentent tellement rapidement qu'avec un salaire même un peu supérieur on achète moins de vivres et moins de biens. Nous sommes contraints de restreindre encore plus nos dépenses ou alors d'envoyer moins d'argent dans le pays, avec les conséquences graves que cela peut avoir pour la famille restée au pays.

Cela ne peut pas durer et tous les travailleurs le ressentent. Pour détourner la colère croissante de ceux contre qui elle devrait se tourner, le gouvernement cherche à rejeter la responsabilité des hausses sur le dos des seuls petits commerçants. C'est un mensonge : il y a sans doute des petits commerçants qui profitent de la situation pour augmenter exagérément leurs prix ; mais même ceux-là ne sont que de bien petits voleurs à côté des très grands.

Les véritables responsables de l'inflation et des hausses incessantes des prix sont en premier lieu l'Etat lui-même et les grands capitalistes que l'Etat aide et subventionne de toutes les manières. Et c'est sur eux, contre eux qu'il faut agir si l'on ne veut pas que la situation continue à se dégrader.

Il ne suffit pas de pester contre le petit commerçant lorsqu'on constate que le même billet de dix francs vaut moins dans sa boutique qu'il y a six mois. Il faut faire en sorte que nos salaires soient suffisants pour faire face aux hausses. Il faut que nos salaires augmentent automatiquement dès que les prix augmentent. C'est ce qu'on appelle l'échelle mobile des salaires.

Une telle échelle mobile, basée sur des indices de prix valables et contrôlés par des travailleurs, est indispensable. L'imposer est une mesure d'autodéfense.

Les travailleurs africains se doivent de participer dans toute la mesure de leurs possibilités à toutes les luttes qui peuvent s'engager contre la diminution du pouvoir d'achat des travailleurs du fait de la hausse des prix. Nous sommes victimes nous aussi de cette diminution, nous devons nous aussi participer au combat pour l'arrêter.

Les organisations syndicales prévoient en particulier une grève générale pour le 6 décembre contre les hausses de prix. Les objectifs de cette grève générale ne sont pas très clairement définis et, en particulier, il n'est pas dit qu'elle devra être le point de départ de la lutte pour imposer au patronat l'échelle mobile des salaires. Nous devons néanmoins nous trouver dans cette grève aux côtés de nos camarades de travail de toutes les nationalités.

## CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnies, leur caste, leur âge ; qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas ; qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétiennes, musulmanes, animistes ou autres, qui prêchent toutes la patience et l'accomodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples et pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le lui prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner eux-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'ils puissent eux-mêmes partir à la conquête du pouvoir.